



COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

L'apprentissage : l'outil du gouvernement pour casser le statut des personnels

A l'occasion d'un séminaire national de l'encadrement sur le développement de l'apprentissage dans les EPLE, mardi 18 novembre 2014, le ministère de l'Éducation nationale a explicitement désigné le statut des enseignant-e-s comme un frein au développement de l'apprentissage.

Ainsi, Jean-Pierre Collignon, pour l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) a déclaré à l'AEF que *"travailler sur le statut des enseignants"* est un des leviers pour développer l'apprentissage dans les EPLE. *"On ne pourra pas le [faire] qu'avec des heures supplémentaires"*, a-t-il précisé.

Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, a elle-même déclaré à l'AEF qu'il s'agissait là d'une "vraie question" en évoquant une redéfinition des missions des personnels.

Visiblement, imposer une concurrence déloyale aux lycées professionnels, avec l'apprentissage, ne suffit pas : il s'agit non seulement de les faire disparaître mais en plus de s'en prendre aux enseignant-e-s !

La CGT Educ'action ne laissera pas le gouvernement casser le statut des personnels, a fortiori sous couvert du développement idéologique de l'apprentissage et construira le rapport de force à la hauteur des attaques comme elle l'avait fait en 2000.

Du 27 novembre au 4 décembre 2014, lors des élections professionnelles, les personnels de l'Éducation nationale doivent porter leurs voix sur la CGT Educ'action pour défendre le service public d'Éducation et ses personnels !

Montreuil, le 20 novembre 2014